



PUBLIE LE

- 5 JAN. 2026

ROUEN
L'ÉCOLOGIE EN ACTES

Motion du groupe Rouen l'Ecologie en actes

Conseil Municipal du 18 décembre 2025

Luciline : construisons collectivement un réseau de chaleur juste et durable au service des habitants !**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Françoise LESCONNEC jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 44), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, M. Sileymane SOW (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN après son départ de la séance à 16 h 50), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY après son départ de la séance à 18 h), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILI (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ après son départ de la séance à 17 h 39), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 16 à 16 h 58), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO (représenté par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 17 h 39), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Amèle MANSOURI après son départ de la séance à 17 h 30), M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEC, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET après son départ de la séance à 17 h 56), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT, M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 16), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Yves SORET après son départ de la séance à 15 h 52), Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Laura SLIMANI après son départ de la séance à 17 h), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Bruno DEVAUX (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 25), Mme Hayet ZERGUI, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 18 h 05), Mme Marie BERRUBÉ (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 26), Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Fatima EL KHILI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVVOY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Cyrille MOREAU), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée M. Jean DE BEIR jusqu'à 17 h 30), M. Pierre-Antoine SPRIMONT (représenté par Mme Marie BERRUBÉ jusqu'à 18 h 26).

ABSENTS : M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



Depuis plus de dix ans, le réseau de chaleur du quartier Luciline illustre malheureusement les dérives d'un projet mal conçu dès l'origine : choix de la géothermie empêchant l'extension du réseau, qui aurait permis de mieux répartir les investissements ; retard de commercialisation de la ZAC provoquant une envolée des tarifs ; faiblesse des contrôles a posteriori des permis de construire entraînant des défauts de conception thermique dans certains immeubles. Finalement, cela a produit l'inverse de l'objectif recherché, des tarifs injustes, des performances insuffisantes, de l'inconfort dans les logements et une perte d'attractivité du quartier.

Les habitants ont subi des conséquences lourdes, issues de choix techniques et politiques qu'ils n'ont jamais décidés et qui avaient été dénoncés, dès les prémices du projet, par plusieurs élus, notamment écologistes, sans être entendus.

Fort heureusement, depuis le début du mandat, notre majorité n'est pas restée inactive. Au cours de ces dernières années, un travail significatif a été engagé pour sortir de l'impasse. La mise en place du Comité des usagers, une première à l'échelle métropolitaine, a permis de replacer les habitants au centre des décisions. Grâce à cette méthode fondée sur la concertation, plusieurs avancées concrètes ont été obtenues : baisse du coût pour les usagers, identification précise des dysfonctionnements, transparence accrue sur les données et les performances... Ces progrès démontrent qu'un changement est possible lorsque nous travaillons de concert avec les forces vives de notre territoire.

Mais ces avancées, aussi importantes soient-elles, ne suffisent pas. Les problèmes de fond persistent et relèvent directement de la conception initiale du réseau : surdimensionnement des installations, modèle énergétique incohérent et choix tarifaires injustifiables. Les habitants, qui ont déjà payé un lourd tribut, ne peuvent continuer à supporter les conséquences de décisions prises sans eux et contre l'intérêt général.

La Métropole Rouen Normandie doit maintenant soutenir un plan d'action permettant de clore définitivement ce dossier. L'enjeu dépasse la seule résolution d'un problème technique : il s'agit de redonner confiance aux habitants, de retrouver l'ambition écologique initiale de Luciline et de rendre à ce quartier la place qu'il mérite dans notre ville.

Le travail entamé doit donc se poursuivre et s'amplifier, avec une volonté politique claire : réparer les erreurs du passé, protéger les habitants et construire enfin un réseau de chaleur performant, équitable et cohérent avec nos engagements écologiques.

C'est pourquoi, par cette motion, le Conseil municipal de Rouen demande à la Métropole Rouen Normandie de :

- **Reprendre et poursuivre la démarche de conciliation et de transparence entamée, dès la levée de la procédure judiciaire en cours, afin de résoudre les problématiques qui subsistent.**



- **Reprendre le travail afin d'obtenir un rééquilibrage structurel du tarif de l'eau chaude sanitaire (ECS).**
- **Réaliser un audit complet du primaire en associant le Comité des usagers à la gouvernance.**
- **Chercher une solution afin de restituer un local de quartier, indispensable à la vie de l'écoquartier.**

La motion votée à 14 h 42, est adoptée à l'unanimité.

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025
Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

